

A la fin de la réunion de la Commission du développement durable des Nations Unies, les gouvernements sont invités à s'embarquer dans une décennie de mise en oeuvre pour atteindre les objectifs du développement durable

(New York, le 30 avril 2004) – Au cours de pourparlers, plus de 80 ministres ont souligné la nécessité d'accélérer les efforts déployés pour fournir de l'eau potable, des services d'assainissement de base et des logements aux couches défavorisées, selon un résumé qu'a fait le Président de la réunion, Børge Brende, Ministre norvégien de l'environnement.

Les pourparlers se sont déroulés dans le cadre de la douzième session de la Commission du développement durable qui s'est tenue à New York du 14 au 30 avril. C'était le premier examen de fond des progrès réalisés par rapport aux objectifs énoncés par les chefs d'Etat et de gouvernement au Sommet mondial sur le développement durable tenu à Johannesburg en 2002, objectifs qui incluent un grand nombre des objectifs du Millénaire pour le développement.

Le Ministre Brende, Président en exercice de la Commission du développement durable des Nations Unies a proposé de mettre en place une « décennie de mise en oeuvre » afin d'atteindre les objectifs convenus.

Dans l'allocution qu'il a prononcée à la fin de la réunion, le Président a présenté un message sans équivoque : « la communauté internationale n'est pas sur la bonne voie, et elle doit intensifier ses efforts. Elle peut atteindre les objectifs fixés, objectifs dont les délais sont précis, pratiques et réalistes et qui sont techniquement réalisables et financièrement possibles » a déclaré le Président Brende.

« Nous avons laissé passer trop d'années à en faire trop peu. Aujourd'hui, nous devons faire une différence et nous lancer tous ensemble dans une décennie de mise en oeuvre », a ajouté le Président.

Pour réaliser les objectifs convenus, il faudra fournir de l'eau potable à 1,6 milliard de personnes, et 2 milliards de personnes devront avoir accès à des services d'assainissement de base d'ici 2015. D'ici 2020, il faudra améliorer de manière notable les conditions de vie de 100 millions d'habitants des taudis.

Ces pourparlers n'étant pas des négociations, les organes et organismes de l'ONU, les ministres et les représentants de la société civile ont pu avoir des échanges francs et un dialogue interactif sur les trois questions de l'eau, de l'assainissement et des établissements humains.

La présence d'un grand nombre de ministres représentant un vaste éventail de portefeuilles montre bien que l'énergie et la dynamique de Johannesburg n'ont pas été perdues, et indique clairement l'intérêt et les espoirs accrus manifestés à l'égard des travaux de la Commission.

« Je crois que la Commission du développement durable a changé. Elle est désormais plus interactive et plus pragmatique », a déclaré le Président Brende.

Dans l'allocution liminaire qu'il a prononcée devant la Commission, le Secrétaire général, M. Kofi Annan, a encouragé la Commission à suivre de près l'état d'avancement des progrès : « La Commission doit être vigilante, elle doit être consciente des menaces et ne doit pas avoir peur de

tirer la sonnette d'alarme. Nous attendons de vous des politiques cohérentes et efficaces », a déclaré le Secrétaire général.

[A la séance d'ouverture du débat de haut niveau, le Ministre des finances du Qatar, Youssef Hussein Kamal, a déclaré au nom du Groupe des 77 et de la Chine qu'il fallait mettre en place un environnement international plus favorable et qu'il fallait également accroître l'aide publique au développement. Le Ministre irlandais de l'environnement, du patrimoine et des gouvernements locaux, Martin Cullen, prenant la parole au nom de l'Union européenne et des pays en voie d'adhésion, a dit qu'il était important d'intégrer les programmes d'eau potable et d'assainissement dans les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté. La Sous-Secrétaire américaine aux affaires mondiales, Paula Dobriansky, a insisté sur la nécessité de « libérer » l'énergie des partenariats entre les secteurs public et privé. La Ministre japonaise de l'environnement, Mme Koike Yuriko, s'est concentrée sur la question de l'approvisionnement en eau potable, et a insisté sur l'importance des partenariats – qu'il fallait encourager – et sur le fait que la communauté mondiale devait accepter son contrôle et sa responsabilité vis-à-vis de nos ressources en eau.](#)

Les buts et objectifs spécifiques examinés par la Commission du développement durable à sa douzième session cherchent également à diminuer de moitié, d'ici 2015, le pourcentage de personnes n'ayant accès ni à de l'eau potable, ni à des services d'assainissement de base, et à améliorer de manière notable les conditions de vie de 100 millions d'habitants des taudis d'ici 2020.

Des problèmes persistants ont été identifiés dans le domaine de l'amélioration de l'accès à l'eau potable : assurer une gestion efficace du secteur de l'eau et des investissements dans l'infrastructure, améliorer les cadres réglementaires et renforcer la gouvernance locale. Le rôle des femmes dans les politiques, la planification et les prises de décisions relatives à l'eau a également été jugé essentiel.

Pour ce qui est de l'assainissement, nombre de délégations ont souligné la nécessité pour les gouvernements d'accorder une plus grande visibilité à cette question en l'incluant dans les Stratégies de réduction de la pauvreté et dans les plans nationaux de développement. Des normes réglementaires améliorées, une aide accrue au développement pour les infrastructures sanitaires et le transfert de technologies aux pays en développement ont été des éléments jugés essentiels à des progrès.

Pour ce qui est des établissements humains, les participants ont reconnu qu'il fallait avant tout garantir le droit à la propriété des couches défavorisées afin que celles-ci aient accès à des crédits bancaires leur permettant d'améliorer leurs logements. Les participants ont souligné en particulier la nécessité d'améliorer la reconnaissance juridique des droits de propriété et de succession des femmes et l'importance de la coopération entre les communautés des taudis et les autorités locales pour améliorer les conditions de vie dans les taudis.

Pour plus de renseignements sur la douzième session de la Commission du développement durable et pour avoir accès à des documents officiels, se rendre sur le site:

<http://www.un.org/esa/sustdev/csd/csd12/csd12.htm>

Pour toute question relative à l'information, prière de contacter:

Renata Sivacolundhu, U.N. Department of Public Information Tel: +1 212 963 2932 Fax: +1 212 963 1186 Cell: +1 917 815 0131

Email: mediainfo@un.org